

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 JAN. 2025
pris à l'encontre de la société SO.SAL.EX.
pour son dépôt de produits explosifs situé au lieu-dit Le Travès
sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme (81490)**

Le préfet du Tarn

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2015 autorisant la société SO.SAL.EX. à exploiter un dépôt de produits explosifs sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu** les prescriptions figurant dans l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié , et notamment les articles suivants, qui disposent :
- 21 – Protection contre la foudre
*« L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. »*
 - 22 – Protection contre la foudre
« L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. »
- Vu** les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2015, et notamment les points suivants, qui disposent :
- 2.2.1 – Implantation et distances d'isolement
« L'installation est implantée de manière à ce que la zone des effets létaux significatifs (Z2 pyrotechnique) ne sorte pas des limites de propriété. L'exploitant a la maîtrise foncière de cette zone. »

- 2.6.1 – Système de détection

« Les locaux pyrotechniques disposent de détecteurs adaptés au risque incendie. »

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 décembre 2024 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 19 novembre 2024, transmis à l'exploitant par courrier électronique en date du 13 décembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant dans son courrier électronique de réponse en date du 6 janvier 2025 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si les équipements dédiés à la protection contre les effets de la foudre avaient fait l'objet des vérifications réglementaires par un organisme compétent, notamment la première vérification complète après installation, les vérifications visuelles annuelles et les vérifications complètes biannuelles ;

Considérant que lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir :

- le rapport de vérification complète réalisée par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur mise en place ;
- le dernier rapport de vérification visuelle annuelle réalisée par un organisme compétent ;
- le dernier rapport de vérification complète bisannuelle réalisée par un organisme compétent ;
- la notice de vérification et de maintenance.

Considérant que lors de la visite d'inspection, l'exploitant ne disposait pas de la maîtrise foncière sur une portion de la parcelle n° 157 section A du plan cadastral de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme, portion soumise à des effets létaux significatifs de surpression en cas d'explosion de produits explosifs dans les cellules de stockage ;

Considérant que lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les locaux pyrotechniques ne disposaient pas de détecteurs adaptés au risque incendie ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SO.SAL.EX. de respecter les prescriptions techniques :

- des articles 21 et 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ;
- des points 2.2.1 et 2.6.1 annexés à l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2015 susvisé ;

afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres,

Arrête

Article 1^{er} - La société SO.SAL.EX. est mise en demeure de respecter, pour son dépôt de produits explosifs qu'elle exploite au lieu-dit « Le Travès » sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme :

- avant le 31 janvier 2025, les dispositions des articles 21 et 22 (protection contre la foudre) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ;
- avant le 30 mai 2025, les dispositions du point 2.2.1 (implantation et distances d'isolement) annexées à l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2015 susvisé ;

- avant le 31 décembre 2025, les dispositions du point 2.6.1 (système de détection) annexées à l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2015 susvisé ;
afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 – Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

1. Cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Tarn. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux ;
2. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SO.SAL.EX.

Fait à Castres, le **17 JAN. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO